



*Centre d'Appui pour le Développement Rural Communautaire*

**CADERCO RD– Congo /GOMA NORD KIVU**

*Bureau de représentation nationale sur l'avenue du lac Kivu, commune de GOMA.*

*E- mail : [phidiascaderco@yahoo.fr](mailto:phidiascaderco@yahoo.fr)*

*Tél : +243853244104, +243997788820*



*Camp de Kahe. Abrisant les retournés et les déplacés internes, Les conditions de vie s*

*Chefferie Bashali. Photo : Chercheurs-CADERCO*

## **ANALYSE DU CONTEXTE SUR LA PROBLEMATIQUE DE RETOUR DES REFUGIES EN PROVINCE DU NORD KIV**

**Réalisée par L'ONGDH CADERCO**

**Source de financement : Moyen propre de cotisation.**

**Sous la direction de : Phidias wa mufanzara : Expert en réconciliation et  
relèvement communautaire et défenseurs de droits humains.**

**Avec la participation des acteurs de la société civile du Nord Kivu.**

**RDC/Nord-Kivu/Goma, 28 Juillet 2010**

**SIGLES UTILISEES**

**ACODRI** : Action Communautaire pour le Développement Rural Intégré (ONG)

**ASP** : Action Solidaire pour la Paix (ONG)

**ASPD** : Action Sociale pour la Paix et le Développement (ONG)

**GEAD** : Groupe d'Etude et d'Action pour un Développement (ONG)

**CADERCO** : Centre d'Appui pour le développement Rural et communautaire.

**MMF** : Marche Mondiale de la Femme (Mouvement)

**CRONG-NK** : Conseil Régional des Organisations Non Gouvernementales de Développement (Plate Forme)

**N-K** : Nord Kivu

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**UPADERI** : Union Paysanne pour un Développement Rural Intégré (ONG)

**RAP** : Recherche Action Participative

**CODEZ** : Conseil des Organisations de Développement en Zone de Rutshuru (Plate Forme)

**UWAKI** : Umoja wa Vikundi vya Wanawake wa Kivu ya Kaskazini ( ONG)

## INTRODUCTION

La consolidation de la paix ne peut se faire sans la participation en générale, des acteurs détenteurs d'enjeux en particulier.

On considère qu'un travail pourrait être mené dans la perspective d'une meilleure connaissance et compréhension des préoccupations et des attentes de dividendes de la paix, telles que ressenties et exprimées par la société dans ses différentes composantes.

C'est dans la perspective de combler le gap lié à l'absence d'une structure qui aiderait les intervenants en Province du Nord Kivu, à comprendre les enjeux du moment en vue de bien faire pour répondre aux attentes de la population que CADERCO initie de consultation avec la base sur la problématique de retour de réfugiés Congolais.

Deux ans durant, CADERCO en collaboration avec d'autres acteurs a cherché à se stabiliser en mettant en place des programmes liés aux analyses du contexte, de création d'une ligue des acteurs intervenant dans le domaine de la paix, droit de l'homme et gouvernance dénommée réseaux d'acteurs pour la promotion de la gouvernance démocratique en sigle RAGD « ainsi que des recherches action participatives « RAP » sur des thématiques des conflits bien identifiés au niveau local et provincial.

Tout ce travail n'est porteur des résultats probants que si les chercheurs et les personnes détentrices d'enjeux, comprennent de la même façon la manière dont le contexte évolue en vue d'orienter de manière la plus efficace les interventions des autres acteurs agissant dans le domaine de la paix et du respect de droits humains.

C'est dans cette option qu'un espace d'échange et d'analyse de contexte avec la participation des composantes de la société civile du Nord Kivu vient d'être créé. Le premier travail fait, a été axé sur la thématique ***Retour et Réintégration des Réfugiés Congolais en Province du Nord Kivu, face aux multiples enjeux porteurs d'influences sur le processus dans son ensemble.***

Ce travail a été réalisé en date du 28 juillet 2010, dans la salle de réunion de l'ONG ASP et a regroupé une vingtaine des acteurs venus des différentes organisations de la société civile œuvrant sur l'ensemble ou une partie du territoire Provincial du Nord Kivu.

L'échange et analyse faits sont des éléments qui servent d'orientation globale ou en partie, de la Recherche Action Participative que CADERCO est entrain de mener d'une part, et d'autre part, les interventions des autres acteurs intéressés par la question pour qu'il soit organisé un retour apaisé susceptible de promouvoir une cohabitation entre les rapatriés Congolais et les communautés d'accueilles.

Cette analyse dégage les opinions et les jugements, subjectifs ou objectifs, mais dont le fond reflète l'image des problèmes liés au retour des réfugiés et dont les acteurs qui interviennent dans le domaine minimisent et/ou agissent sur ces problèmes par voie d'imposition. Les participants ont épinglé divers obstacles du retour des réfugiés que ce rapport du mois de juillet essaye de regrouper en cinq faits distincts entre autres les faits politiques, sécuritaires, économiques, sociales, culturelles et bien d'autres.

S'agissant de la méthodologie, on a privilégié le brainstorming qui nous a amené à la collecte d'opinions et des points de vue des participants à l'état brut.. Toutefois, considérant le résumé de ces deux exposés introductives, une question clé a été posée, celle de savoir « d'où venons nous, où sommes nous et où allons nous », ceci par rapport à la problématique du retour des réfugiés associé aux axes sur lesquels le contexte a été examiné et analysé notamment : l'axe sécuritaire, l'axe politique, économique, social et culturel.

Pour éviter d'être directif ou d'influencer le débat, l'équipe de facilitation avait pour rôle de relever les points de vue soulevés, de les reformuler et de les remettre au débat.

Cependant, ce rapport ne prétend aucunement être exhaustif. Il se veut être un aperçu des défis majeurs et une base susceptible d'ouvrir la voie à des recherches sectorielles de solutions et d'actions concrètes afin de contribuer activement aux efforts de

consolidation de la paix et de transformation positive des conflits liés au retour des réfugiés.

## **ENVIRONNEMENT SECURITAIRE**

Les points de vue des participants ont convergé à montrer que le retour des réfugiés serait bloqué par les faits purement sécuritaires.

De Walikale, Rutshuru, Masisi, Lubero à Beni les besoins sécuritaires sont identifiés et doivent être répondu éminemment. Des interrogations rétrospectives et prospectives ont fusé de tout bord, sur ces besoins, comme : Où en est-on jusque-là avec les opérations des FARDC dans les zones potentielles de retour des réfugiés ? Assassinats récents et répétés par ici par là ainsi que l'insécurité grandissante, notamment à Goma, Katsiru, Mweso, Kagusa, Rutshuru, Walikale, Butembo, ainsi que des attaques des bandits contre les véhicules qui sont pillés sur certains axes reliant la ville de Goma et les territoires périphériques.

Dans cette même optique, les acteurs présents à la rencontre ont épinglé de nouveau, l'activisme des groupes armés locaux et étrangers qui persistent toujours dans la province du Nord Kivu, qui n'ont que pour moyen de survie, le harcèlement, le rançonnement par terrorisme de la population.

Dans ces conditions, il s'est dégagé une question de savoir si entre la sécurisation des territoires de retour et le retour des réfugiés, quelle étape devrait -elle commencer. De conclure que le sommet (décideurs) minimise le problème sécuritaire, pourtant cette insécurité règne dans les zones potentielles de retour, où certains chefs au niveau local sont en complicité avec les groupes rebelles dans les recrutements et l'intensification de leur activisme dans des zones sous leur contrôle. L'on signale la zone sous influence des ADF-Nalu, de l'APCLS et d'autres groupes non autrement identifiés (selon les sources locales).

Dans une partie du territoire de Walikale, on signale toujours le problème de cet important chef rebelle qui est en cours de construction de son armement et troupes ainsi que la persistance des FDLR dans les zones autour des carrés miniers et sur des

axes de sortie servant de points d'évacuation des produits et minerais issus de leurs activités de pillage.

Ce milieu est difficilement accessible en termes de sécurité pour les populations en phase de retour. Ce milieu sera probablement difficile pour le retour sans toute fois oublier comment la population collabore avec ces groupes armés qui y opèrent.

De cette situation, il se dégage un travail à faire à deux niveaux : d'un côté la sensibilisation de la population à se désolidariser avec les groupes armés qui opèrent dans cette zone, et d'autre côté, la poursuite des opérations AMANI LEO pour stopper l'activisme des groupes rebelles en installant simultanément l'autorité politico administrative pour garantir un quelconque retour des réfugiés et des déplacés de manière apaisée.

En considérant que certaines zones de Walikale (IHULA, MINJENJE, IKOBO etc.) étaient en partie occupées par les populations en phase de retour, on devrait tenir compte de ces préalables avant de penser à organiser le retour des réfugiés.

Ainsi la vision où la sécurité garantie des personnes (y compris les réfugiés) et de leurs biens reste loin d'être réaliste.

En résumé, le contexte sécuritaire à l'intérieur de la Province, est flashé par les événements suivant :

1. La présence des Groupes Armés locaux et étrangers dans les territoires du Nord Kivu à Beni, Lubero, Walikale et Masisi.
2. La circulation des armes légères incontrôlées et parfois détenues par les civils ; ce qui serait à la base de :
3. assassinats perpétrés à l'endroit de la population civile dans certains coins de l'intérieur de la Province ;
4. La résurgence des affrontements répétitifs entre les forces loyalistes et les groupes armés (opérations AMANI LEO) ;
5. Les violences, vols et pillages des biens des civils;
6. La présence des coupeurs des routes qui tendent les embuscades sur des véhicules des commerçants;

Les nouveaux recrutements d'enfants dans les groupes armés et coalitions intergroupes armés ;

- o Etc.

Bref, la viabilité des zones dites de retour pour les rapatriés en province du Nord Kivu n'est actuellement pas propice.

De conclure dans ce chapitre, que le problème d'insécurité et de retour à la paix dans son ensemble devrait être pris en priorité.

## **ENVIRONNEMENT POLITIQUE**

Actuellement, l'actualité la plus marquante est la mise au point progressif des accords tripartites, dont intervient en amont l'Etat congolais, l'Etat Rwandais et le HCR, les plus importants acteurs et en aval d'autres intervenants sur cette problématique sans oublier le point qui marquent l'opinion locale, nationale et internationale sur cette question.

Le pouvoir politique tout comme le HCR ne sauraient seuls conduire un changement dans les esprits et mentalités des communautés d'accueil et garantir un développement durable dans les zones de retour sans la participation de la population locale ; bref une participation de la société civile.

L'enthousiasme du lendemain de l'accord tripartite signé entre la RDC, le HCR et le Rwanda a eu tendance à se dissiper, le futur étant devenu incertain, en effet l'on préparait l'arrivée effective de réfugiés au mois de Juin 2010.

Avec toutes les tensions et retards qui ont fragilisé le fonctionnement institutionnel du début effectif du retour des réfugiés congolais vivant au Rwanda, les dividendes de la paix entendus par la population d'accueil sont devenus biaisés, car présentant des craintes liées au passé ; c'est pourquoi sans la consultation de la population de base les choses ne devraient aucunement connaître une amélioration ;

Plusieurs décisions politiques par rapport au retour des réfugiés sont entrain d'être prises par le gouvernement Congolais en concertation avec le Rwanda et le HCR sans

consulter les populations locales qui sont destinées à accueillir réellement les rapatriés.

C'est pourquoi les groupes armés qui naissent tout en ayant ou n'ayant pas été parmi les parties prenantes des accords de Goma donnent une autre note d'interpellation sur les problèmes liés au retour des réfugiés.

En plus, du côté du HCR, le domaine des réfugiés est considéré comme lui étant propre et inaliénable, c'est qui relève de son mandat. Cependant, les Nations Unies doivent avoir un devoir de mémoire sur l'histoire de la province du Nord Kivu en ce qui concerne les différentes vagues des populations qui se sont réfugiées dans les pays étrangers.

De ce qu'on observe, il n'existe pas une mémoire de ces données, ce qui cause une certaine incertitude populaire dans la gestion équitable de la situation. Voilà ce qui explique le comportement de certains chefs locaux et les représentants des mutualités tribales ethniques engagées pour les causes de leurs communautés ethniques.

Aujourd'hui, tout le monde peut observer que la question du retour des réfugiés est entrain d'emballer ceux qui en ont en leurs charges la question des réfugiés et des déplacés, qui tentent sans succès dans la démarche présente, à ramener ces familles dans une précipitation, oubliant que l'aspect sécuritaire dans ces zones concernées est loin d'être maîtrisé par l'Etat.

Le HCR qui est le centre de levier que l'on qualifie de neutre, devrait éviter d'aborder la question avec un caractère d'imposition et d'appropriation du problème. Il devait écouter la population à travers les différentes structures locales qui ont une accessibilité sociale et au sein desquelles la population place sa confiance.

IL en est de même pour les populations qui doivent être rapatriées qui doivent être intégrées dans cette démarche autant que la population d'accueille.

Il est vrai que la question liée à la gestion des réfugiés relève du domaine de cette agence des nations unies, mais ces réfugiés rentrent dans un milieu après un long



moment d'absence où ils sont parfois appelés à réapprendre à vivre avec cette communauté d'accueil à travers les pratiques et coutumes actuelles. En se basant sur des faits historiques, un travail important doit être envisagé pour garantir un retour apaisé, non conflictuel, susceptible de promouvoir une cohabitation pacifique entre les communautés en compétition autour des enjeux tels que la terre, l'identité et le pouvoir.

La société civile devrait donc être toujours associée aux débats sur le retour des réfugiés afin d'aider les décideurs à dégager clairement les pistes qui conviendraient à tous et éviter que ce retour ne constitue une bombe à retardement dans le futur.

Quant au gouvernement, l'accord tripartite est progressiste, l'Etat traite la question avec l'ambition affichée d'affirmer son autorité mais sans toutefois avoir tous les moyens pour mener les actions concrètes, c'est le seul talon d'Achille.

La remise en question des intervenants (HCR, Etat, etc.) sur la question du retour des réfugiés devrait former un débat. Seul le manque d'articulation consciente ferait que la société civile et la sphère politique ne traitent pas cette question en synergie.

Un espace consciemment intégré entre les trois sphères notamment les structures locales de la société civile, le HCR et les décideurs politiques améliorerait la situation. Il y a à estimer que la population (y compris les réfugiés) devrait être associée à la prise de décision pour qu'elle s'approprie le processus et partant, les actions.

## **CONTEXTE CULTUREL, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET ECONOMIQUE**

Dans ce chapitre, nous avons un devoir de chercher à connaître ce qui est à la base de la persistance de cette population dans les pays d'exil. Par rapport à cela, nous devons chercher à comprendre si tous les acteurs concernés par le retour sont d'accord qu'ils rentrent, et dans le même logique, le schéma que les acteurs détenteurs d'enjeux tracent en leur idéal pour que ces populations rentrent dans des conditions qui garantissent la paix, de connaître plus loin la situation qu'ils vont rencontrer dans les milieux d'accueil, tenant compte des points de divergence liées aux opinions des uns et des autres dans ce processus de retour.

C'est dans ce contexte que lors des assises, le problème a été défini de la manière suivante :

1. Au niveau de la coutume locale, quand un champ a été cédé à quelqu'un, celui-ci paye une redevance en nature à la longueur du temps suivant qu'il exploite le champ lui cédé par l'autorité coutumière ; mais s'il l'abandonne pendant longtemps, et que l'autorité coutumière en constante l'absence, le gardien des terres le redistribue à un autre utilisateur. Dans le cas d'espèce, on a assisté, durant la période d'absence de la population déplacée ou réfugiée, à la succession des chefs coutumiers parfois installés par les chefs des rebellions dans les zones sous leur contrôle, ayant vendu ou redistribué des champs aux nouveaux acquéreurs. Environ 13 ans de refuge, il s'avère que la plus part des champs abandonnés sont en grandes parties concernés par l'un ou l'autre de cas ci haut. Outre cela, la majeure question de « provision » que la plus part des familles en partance ont acquis en signant des actes de vente devrait être examinée au cas par cas avant d'envisager un quelconque retour.

En considérant le contenu des conventions et traités nationaux et internationaux qui protègent les réfugiés rapatriés, il ya de quoi se poser la question des pratiques locales qui sont restées des bases d'aliénation de la population locale parfois et majoritairement inculte. Un deuxième axe de travail important dans le processus « celui de faire une large communication pour que la population face de sienne les conventions et traités qui le concernent en tout ou en partie.

Il s'agit à titre illustratif des éléments ci après : ***Convention de Genève, Communiqué conjoint de NAIROBI, accords de Kigali, accords de Goma, Conclusions de la Conférence de Goma, autres accords importants qui ont des retombées orientées vers la question des réfugiés qui doivent être rapatriés au Nord kivu.***

2. Dans un aspect environnemental il faudrait penser à un éventuel envahissement des



*Les retournés appelés expressément par le HCR « personnes non documentées » se sont investis depuis 1999 dans le PNVI à Kilolirwe où environs 10.200 ha sont en exploitation agricoles, chasse et fabrication de la braise.*

espaces verts sous la protection dont on pensera en grande partie Parc National de Virunga qui était occupé déjà à 10.200 ha dans sa côte sud depuis fin 2007.

Pourquoi ne pas penser à un rassemblement des populations rapatriées dans cette zone, où elles sont susceptibles d'être accueillies par les compatriotes qui y sont installés en voyant que leurs villages d'origines ne sont jusques là pas sécurisés? Pourquoi ne pas penser à la création de nouvelles zones chefferiales pour les populations qui vont manifester la résistance de rejoindre leurs villages d'origine par crainte d'une insécurité grandissante? Autant de questions méritent une attention particulière avant d'envisager la participation active des autres couches intervenant dans la protection des forêts et parcs, ainsi que les chefs coutumiers qui se verraient déseparés d'une certaine partie de leur population.

3. En outre, le désintéressement des institutions de l'Etat de gérer les conflits coutumiers a des conséquences sérieuses au niveau de l'administration des localités ;

4. Le contrôle des terrains est devenu flou avec une usurpation aigue du pouvoir tant lié à l'histoire des mouvements armés, au coutumier qu'aux Services Etatiques,

usurpation marquée et accompagnée d'une désappropriation et ventes illicites des terres.

5. Au niveau de la population d'accueil, observons qu'il y a eu une évolution des manifestations sociales. La prévalence de la recherche des intérêts privés au détriment des intérêts communautaires accompagnés d'un esprit de jalousie ne favoriserait pas dans une précipitation, la cohabitation pacifique. Cependant, certaines mentalités inculquées parmi les populations locales, basées sur des divisions tribales, ethniques et régionales perdent de valeur au fur et à mesure que les foyers qui les alimentent s'amenuisent. Un besoin de consolider les efforts des acteurs de la société civile qui ont commencé l'œuvre en 1993 à ZTM lors d'un atelier de pacification après les tristes événements qui ont emporté une masse importante des vies humaines.
6. Dans un contexte économique, on a tendance à affirmer que l'incertitude d'avoir une garantie des investissements dans une zone insécurisée, serait à la base d'un retour des réfugiés non effectif malgré les différents communiqués et manifestation de la volonté des décideurs politiques d'accueillir les réfugiés qui rentrent. A l'intérieure de la Province où certains groupes armés exercent encore la loi, les citoyens souffrent d'une multiplicité de taxes qui leur sont imposées sans tenir compte de réalités sociales et locales, et sans même que la population elle-même ne soit au courant des principes de taxation ; le rançonnement est devenu un phénomène que les groupes armés et certains éléments des FARDC légitiment

## **CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.**

A l'issu de cette analyse, le Staff de CADERCO avec tous les participants ont passé en revue le contexte qui prévaut dans le milieu concerné par le retour des réfugiés. Au départ , avec une vision de faire une orthoptie générale de la province pour essayer de contribuer à l'orientation générale des interventions de paix et de développement, en faveur de la population, le débat s'est orienté à l'analyse du contexte du retour des réfugiés, considérant que le retour des réfugiés est une question d'actualité et sensible.

Le débat étant lancé, les réactions, observations et recommandations sont sorties spontanément, ce qui a permis de bien dégager l'important à faire en priorité pour éviter de mal faire en voulant bien faire. Voilà ce qui est de base de réflexion pour aider cette population en phase de retour de regagner leur patrie en condition de paix et de concorde.

A l'issue de cette rencontre d'analyse, les membres présents ont formulé certaines recommandations articulées comme suit :

1. ***Aux organisations de la société civile qui travaillent sur la problématique :*** de bien saisir la quintessence des travaux déjà réalisés sur la question liée aux conflits fonciers associés à la question des réfugiés, en prenant en compte la seconde dimension comme étant une nouveauté qui est donc une actualité ; Ce ci aiderait CADERCO à bien orienter la recherche action en cours en vue de promouvoir un retour apaisé susceptible de créer des bases de cohabitation entre les communautés d'accueilles et celles en phase de rapatriement.
2. En considérant que le contexte actuel évolue de vive allure, les organisations de la société civile devront donc éviter que les grandes décisions ne soient prises sans l'associer, pour cela, il faudra créer des synergies, pour étudier la question ou faire le lobbying et trouver à tout pris un espace d'expression en vue de contribuer à la gestion de la question qui le concerne en tout ou en partie.
3. Chercher à rendre disponibles et vulgariser tous les textes ayant trait aux accords et traités qui ont des chapitres en rapport avec la question liée au retour des réfugiés en Province du Nord Kivu.

Pour ce qui est de la Recherche action participative que CADERCO est entrain de mener, il lui a été recommandé ce qui suit ;

4. D'enrichir le travail présent sur la documentation en rapport avec ce qui a déjà été fait dans le passé, sur un des axes importants qui cadrent avec la question des réfugiés et du foncier. De manière globale, chercher à en déceler les enjeux

majeurs, les acteurs et les pistes qui peuvent être explorées qu'il y ait une sortie sans qu'aucune des parties impliquées dans la question ne se sente lésée.

5. Pour ce qui concerne les accords en phase d'études et de formalisation entre les Gouvernements du Rwanda, de la RDC et le HCR, sur la question des réfugiés, les chercheurs de CADERCO et les acteurs de la société civile devraient aussi mener des réflexions plus approfondies et de manière la plus participative sur le retour des réfugiés en faveur de la paix entre les communautés d'accueil et les réfugiés rapatriés. Ce qui conduirait par exemple à étudier les causes du non retour des réfugiés avec les chefs traditionnels.
6. Ne pas se limiter aux seuls types des conflits fonciers, sinon l'on perd de vue les autres enjeux qui alimentent les conflits dans les plus larges champs des conflits entre les communautés de la Province du Nord Kivu.
7. De mener la recherche en informant au quotidien les autres intervenants pour éviter toute confusion qui peut être à la base des éventuels conflits dans la suite du processus, car avec la multiplicité des méthodologies employées dans le domaine de recherche de la paix sur le rayon qui est le sien l'on ne sait laquelle pourrait être porteuse de bons résultats.
8. Que CADERCO s'ouvre davantage pour bénéficier des expériences des autres intervenants sur la question, en vue de promouvoir un esprit de partage entre les acteurs en vue de la paix partagée entre les communautés en faveur desquelles les différentes structures travaillent; mais également, penser, au delà de la chefferie des Bashali ( Masisi) comme rayon d'intervention de la RAP que la Province entière est concernée par cette recherche car les zones d'accueilles sont définies dans presque tous les six territoires de la Province. Ce qui appelle à une action « Co-pilotées »

Fait à GOMA, le 12/08/2010

Pour CADERCO/NORD KIVU

